

CHINE : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : [Le contexte économique](#) | [Le contexte politique](#) | [Réponse du pays au COVID-19](#)

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La Chine est la deuxième économie mondiale, le plus grand exportateur et détient les plus importantes réserves de change au monde. Cependant, bien que la Chine ait l'une des croissances économiques les plus rapides au monde, sa croissance économique a été brusquement ralentie par l'impact de la pandémie de COVID-19. Après une croissance de seulement 3 % en 2022, l'abandon soudain de la politique de tolérance zéro à l'égard du COVID-19 fin 2022 a entraîné une reprise rapide au premier trimestre 2023, où le PIB a dépassé les attentes, augmentant de 2,3 % par rapport au trimestre précédent, alimenté par la reprise de la consommation privée et des investissements des entreprises d'État. Cependant, le rebond s'est avéré de courte durée en raison de l'impact plus profond que prévu de la pandémie, entraînant le maintien de taux d'épargne précautionneux élevés des ménages. De plus, l'incertitude persistante liée à la crise immobilière a continué de freiner la confiance des consommateurs et des investisseurs. La croissance s'est assouplie au deuxième trimestre (0,5 % par rapport au trimestre précédent) alors que les ménages, les entreprises privées et les gouvernements locaux procédaient activement à un désendettement, avant de reprendre de l'élan au troisième trimestre (1,3 % par rapport au trimestre précédent). Pour l'ensemble de l'année, l'économie chinoise a progressé de 5,2 %, dépassant légèrement l'objectif officiel. Cependant, la reprise s'est révélée beaucoup plus fragile que ne le prévoyaient de nombreux analystes et investisseurs. Une crise immobilière de plus en plus profonde, des risques déflationnistes croissants et une demande atone ont assombri les perspectives pour l'année en cours. Prévue pour diminuer à 4,2 % en 2024 et à 4,1 % en 2025 (prévision du FMI), la croissance devrait persister bien en dessous de sa tendance d'avant la pandémie pour les deux années. Le modèle de croissance actuel de la Chine, reposant sur des investissements substantiels dans l'immobilier et les infrastructures alimentés par la dette, montre des signes de faiblesse, tandis que de nouveaux moteurs de croissance restent sous-développés. On prévoit que la reprise de la consommation des ménages se poursuivra pour les années 2024 et 2025.

En ce qui concerne les finances publiques, les recettes fiscales de la Chine ont augmenté de 6,4 % en 2023, reprenant nettement par rapport à une augmentation de 0,6 % en 2022, touchée par le COVID, tandis que les dépenses fiscales ont augmenté de 5,4 % (données gouvernementales officielles). Le déficit budgétaire global a été estimé à 6,6 % du PIB et devrait rester stable en 2024 (FMI). Pendant ce temps, le ratio de la dette par rapport au PIB est passé à 80 %, contre 77 % en 2022. Le FMI prévoit que le ratio de la dette atteindra 91,8 % d'ici 2025. Une dette plus élevée constitue le risque le plus important pour l'économie chinoise au cours des deux prochaines années, exacerbée par la crise immobilière, qui pourrait potentiellement déborder dans le secteur financier. À la fin du premier trimestre 2023, la dette totale du secteur non financier a atteint 306 % du PIB, soit près de 17 points de pourcentage de plus que l'année précédente et 40 points de plus qu'en 2019. Le service d'une dette aussi massive, en particulier la dette des entreprises, devient de plus en plus difficile au milieu du ralentissement de la croissance prévu. Des risques supplémentaires découlent de la faible confiance des investisseurs et des consommateurs, des incertitudes géopolitiques et des démographies défavorables. En 2023, l'économie chinoise a évité l'inflation provoquée par la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires grâce à son taux élevé d'autosuffisance alimentaire et à la substitution de certaines importations de pétrole brut par du pétrole bon marché en provenance de Russie, entraînant un taux global de seulement 0,7 %, bien qu'une légère augmentation soit attendue cette année (1,7 % selon le FMI).

Selon le ministre des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, le faible taux de chômage de ces dernières années est largement dû à la nouvelle économie numérique et à l'entrepreneuriat. De nombreux analystes affirment cependant que la figure gouvernementale est un indicateur peu fiable des niveaux d'emploi nationaux, car elle ne prend en compte que l'emploi dans les zones urbaines et ne mesure pas les millions de travailleurs migrants qui arrivent dans le pays chaque année. Malgré le contexte mondial, le taux de chômage s'élevait à 5,3 % l'année dernière et devrait rester stable sur l'horizon prévisionnel (FMI). Un grand fossé subsiste entre le niveau de vie des villes et des campagnes, entre les zones urbaines de la côte chinoise et l'intérieur et les parties occidentales du pays, ainsi qu'entre les classes moyennes urbaines et ceux qui n'ont pas pu profiter de la croissance des dernières décennies. La pandémie de COVID-19 a également mis en lumière les faiblesses des systèmes de santé et de sécurité sociale et a poussé de nombreux ménages et entreprises au bord de la faillite. Cela a encore élargi les inégalités entre les provinces centrales les plus durement touchées et la côte ; entre les ménages les plus pauvres qui étaient déjà endettés et les ménages plus riches ; et entre le secteur privé, qui a un accès limité aux contrats d'infrastructure et est durement touché par la demande en berne et le secteur public. Ces disparités devront être abordées par le gouvernement central pour rendre la croissance inclusive et durable (OCDE).

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB (milliards USD)	17.886,33	17.700,90	18.560,01	19.781,70	21.059,83
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,0	5,0	4,2	4,1	4,1
PIB par habitant (USD)	12.670	12.541	13.156	14.031	14.952
Solde des finances publiques (en % du PIB)	-6,6	-6,6	-6,7	-7,0	-7,4
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	77,0	83,0	87,4	91,8	95,9
Taux d'inflation (%)	n/a	0,7	1,7	2,2	2,2
Taux de chômage (% de la population active)	5,5	5,3	5,2	5,2	5,2
Balance des transactions courantes (milliards USD)	401,86	271,44	250,86	224,86	207,85
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	2,2	1,5	1,4	1,1	1,0

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

La Chine possède une économie très diversifiée, dominée par les secteurs manufacturier et agricole. C'est le pays le plus peuplé au monde et l'un des plus grands producteurs et consommateurs de produits agricoles. Le secteur agricole est estimé employer 24 % de la population active (Banque mondiale, dernières données disponibles) et représenter 7,3 % du PIB, bien que seulement 15 % du sol chinois (environ 1,2 million de km²) soit arable. La Chine est le premier producteur mondial de céréales, de riz, de coton, de pommes de terre et de thé. En termes d'élevage, elle domine également l'élevage de moutons et de porcs ainsi que la production mondiale de poissons. Une série de plans ont été élaborés pour transformer, moderniser et diversifier l'agriculture afin d'accroître la productivité. Les données du Bureau national des statistiques (NBS) montrent que la production céréalière de la Chine a augmenté de 1,3 % d'une année sur l'autre pour atteindre un niveau record de 695,41 millions de tonnes en 2023, marquant la neuvième année consécutive avec une récolte céréalière de plus de 650 millions de tonnes. De plus, le pays est riche en ressources naturelles et possède d'importantes réserves de charbon (la principale source d'énergie du pays), qui représentent les deux tiers de la consommation totale d'énergie primaire. La Chine est le leader mondial dans la production de certains minerais (étain, fer, or, phosphates, zinc et titane) et possède d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, ce qui en fait le sixième plus grand producteur de pétrole au monde, avec 4,01 millions de barils produits par jour en 2023.

Le secteur industriel a contribué à environ 39,9 % du PIB chinois et employait 28 % de la population en 2022 (Banque mondiale). La Chine est devenue l'une des destinations les plus prisées pour l'externalisation des unités de fabrication mondiales grâce à son marché du travail bon marché, malgré une augmentation des coûts de main-d'œuvre ces dernières années. Le pays est un leader mondial dans divers secteurs manufacturiers tels que la fabrication de machines, l'électronique, les textiles et les vêtements, l'acier et l'automobile (le fabricant chinois BYD a dépassé Tesla pour devenir la plus grande entreprise automobile électrique au monde au dernier trimestre de 2023). La croissance économique de la Chine a coïncidé principalement avec le développement d'un secteur manufacturier compétitif et tourné vers l'extérieur. Plus de la moitié des exportations chinoises sont réalisées par des entreprises à capitaux étrangers. Leur part dans la valeur ajoutée du secteur varie selon l'industrie : plus de 60 % pour l'électronique et moins de 20 % pour la majorité des biens de production. La production industrielle à valeur ajoutée a augmenté de 4,6 % d'une année sur l'autre en 2023 (données du NBS). La production du secteur de la fabrication d'équipements a progressé de 6,8 % d'une année sur l'autre en 2023, soit plus rapidement que la croissance moyenne de la production industrielle. La production de batteries solaires, de véhicules à énergie nouvelle et d'équipements de production d'énergie a augmenté de 54 %, 30,3 % et 28,5 % respectivement.

Le secteur des services en Chine a connu une expansion rapide au cours de la dernière décennie, devenant le plus grand contributeur au PIB (52,8 %), dépassant la fabrication, et employant environ 47 % de la main-d'œuvre (Banque mondiale). Bien que la part du PIB du secteur ait augmenté ces dernières années, le secteur des services dans son ensemble, encombré par des monopoles publics et des réglementations restrictives, n'a pas progressé. Le développement du secteur a été freiné par l'accent mis par le pays sur les exportations manufacturières et les importantes barrières à l'investissement dans le secteur. Cependant, le gouvernement chinois se concentre davantage sur les secteurs des services ces derniers temps, notamment dans des

sous-secteurs tels que la finance, la logistique, l'éducation et les soins de santé, tout en visant également à figurer parmi les principaux exportateurs de transport, de tourisme et de construction. Le secteur commercial est particulièrement fort et comprend des géants en ligne comme Alibaba et JD.com.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	24,4	28,2	47,4
Valeur ajoutée (en % du PIB)	7,3	39,9	52,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	4,1	3,8	2,3

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

 Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service [Etudes de marché](#).

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

= Définition

Note : 58,4/100
Rang mondial : 107
Rang régional : 20



CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

= Définition

Note : 5.99/10
Rang mondial : 55/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par [Credimundi](#).

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères	Ministère du Commerce Ministère des Finances Ministère des Affaires Étrangères
L'office de statistique	Bureau national des statistiques de Chine
La banque centrale	Banque de Chine
Les places boursières	Bourse de Shenzhen
Les autres ressources utiles	Chinability Réseau économique chinois
Les principaux journaux on-line	China Daily Economic observer online Global Times South China Morning Post
Les portails économiques	Alibaba

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Secrétaire général du Parti communiste : Xi Jinping Président : Xi Jinping (depuis le 14 mars 2013) Vice-président : Han Zheng (depuis le 10 mars 2023) Chef du gouvernement et chef du Conseil d'État : Li Qiang (depuis le 11 mars 2023)
Les prochaines élections	Présidentielles : mars 2028 Congrès national du peuple : mars 2028
Le contexte politique actuel	Dans l'ensemble, la situation politique en Chine est stable, le Parti communiste chinois (PCC) étant fermement au pouvoir. Le dirigeant actuel de la Chine, Xi Jinping, détient le triple titre de secrétaire général du PCC, de président de la Commission militaire centrale et de président de l'État. Après avoir assumé ces fonctions en 2012-2013, il a été reconduit dans ses fonctions en 2017-2018, puis en 2022. Sur le plan politique, l'année 2023 a été marquée par l'Assemblée nationale populaire de mars, au cours de laquelle Li Keqiang a pris sa retraite du poste de premier ministre, comme prévu de longue date, et a été remplacé par Li Qiang. Li Qiang, ancien secrétaire du parti à Shanghai et associé de longue date du président Xi Jinping, a assumé le rôle de premier ministre, aidant Xi à consolider son pouvoir et son influence. Tout au long de l'année 2023, les relations internationales de la Chine ont été marquées par plusieurs événements clés, notamment le conflit entre la Russie et l'Ukraine, les tensions accrues avec les États-Unis, les attaques terroristes du Hamas contre Israël et la réaction de ce dernier. Si la Chine a maintenu son soutien rhétorique à la Russie, elle s'est abstenue de s'impliquer directement, préférant publier une proposition de paix relativement modérée en février.
Les principaux partis politiques	Le seul parti politique du pays est le Parti communiste chinois (PCC). Il existe huit autres petits partis enregistrés, mais ils restent sous le contrôle du PCC.
La nature de l'Etat	La République populaire de Chine est un État à parti unique dirigé par le Parti communiste chinois (PCC). La Chine se caractérise par un État unitaire centralisé sous la direction politique exclusive du Parti communiste chinois (PCC). Le Parti a une compétence et une autorité totales dans le pays. Il comprend des branches législatives, exécutives, militaires, de supervision, judiciaires et de poursuites. Le Congrès national du peuple (NPC) est l'organe d'État suprême, ayant le contrôle sur la constitution et les lois fondamentales, ainsi que sur l'élection et la supervision des fonctionnaires d'autres organes gouvernementaux.
Le pouvoir exécutif	L'exécutif chinois est supervisé par le Conseil d'État (un organe collégial doté de pouvoirs importants et nommé par le Congrès national du peuple), sous lequel se trouvent les commissions gouvernementales, les ministères et autres organisations ayant le rang de ministère. Selon la Constitution, le Conseil est "l'Organe Administratif Suprême" du gouvernement chinois, même si la majorité des mesures importantes sont décidées par le Bureau politique du Parti communiste chinois (PCC). Le Conseil joue donc un rôle important dans le domaine économique. Le président est le chef de l'État et est élu par l'Assemblée nationale populaire. En général, il est également le secrétaire général du Parti communiste. Il représente la Chine dans les institutions

internationales. Le Premier ministre dirige et contrôle l'action gouvernementale, assisté de quatre vice-Premiers ministres. Le Conseil d'État comprend également 5 conseillers d'État, qui, comme les vice-Premiers ministres, ont compétence sur plusieurs départements ministériels ou commissions. Le Secrétaire général du gouvernement est également membre du Conseil d'État.

Le pouvoir législatif

Le législateur est monocaméral, composé du Congrès national du peuple (NPC). Il est connu comme un "Organe de Pouvoir Suprême du Gouvernement" et se réunit une fois par an en session plénière. Environ 3 000 députés désignés sont élus au NPC tous les cinq ans par un vote indirect des organes locaux. Depuis les années 1980, il est dominé par des intérêts locaux ou sectoriels. Les députés sont les représentants de 23 provinces, cinq régions et quatre municipalités autonomes. Le NPC comprend une délégation de l'Armée populaire de libération. Le Comité permanent du Congrès national du peuple est nommé par le Bureau politique du Comité central du Parti. Il siège à la place du NPC pendant ses vacances et exerce tous ses pouvoirs. Il est composé d'un président, de 15 vice-présidents et de 176 membres permanents. Le Comité permanent siège régulièrement, mais c'est le Bureau du NPC qui exerce ses fonctions quotidiennes. L'éligibilité est contrôlée par le CCP, qui a également le droit de superviser la nomination des dirigeants et des hauts fonctionnaires des différentes unités administratives.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

≡ [Définition](#)

Rang mondial : 177/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

≡ [Définition](#)

Liberté politique : 7/7

Libertés individuelles : 6/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)
Source : [Liberté dans le monde](#), Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of China, please consult the country's dedicated section in the IMF's Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.